

Il importe d'assurer la stabilité du monde de l'après-crise

Bulletin du FMI en ligne

2 octobre 2009

- La reprise est en cours, mais la crise n'est pas finie
- Un retrait prématuré du soutien budgétaire et monétaire pourrait étouffer la reprise
- Il faut poursuivre la collaboration mondiale après la crise

Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, a énoncé trois principes qui permettraient de réaliser une croissance mondiale durable et généralisée après la crise économique.

Lors d'une conférence de presse à Istanbul le 2 octobre, organisée avant l'[Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale](#), M. Strauss-Kahn a déclaré que l'Assemblée se tenait à un moment crucial pour l'économie mondiale, tandis que le redressement s'amorçait après une profonde récession.

Toutefois, il a averti que la crise n'était pas terminée et que le chômage allait assombrir la reprise. «La croissance reprend, certes, mais cela ne signifie pas que la crise est derrière nous».

Selon les [dernières prévisions](#) du FMI pour l'économie mondiale, l'activité économique mondiale augmentera d'environ 3 % en 2010, après s'être contractée de 1 % en 2009.

M. Strauss-Kahn a déclaré qu'une collaboration sans précédent pendant la crise avait aidé à éviter un effondrement financier à l'échelle mondiale.

Le G-20 prépare le terrain

Le Directeur général a engagé les dirigeants des 186 pays membres du FMI rassemblés à Istanbul à tirer parti de cette collaboration, pendant l'Assemblée, pour redéfinir le monde de l'après-crise et renforcer les facteurs de paix en réduisant l'instabilité économique. Les dirigeants du Groupe des 20 (G-20) pays industrialisés et émergents avaient engagé le processus lors de leur [sommet à Pittsburgh](#) le 25 septembre, et le FMI deviendrait l'organisation qui concrétiserait cette collaboration.

Selon le cadre adopté par le G-20 à Pittsburgh, le FMI jouerait un rôle dans l'évaluation internationale mutuelle des politiques économiques. M. Strauss-Kahn a souligné que la redistribution historique, au profit des pays émergents et en développement dynamiques, de



Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, et John Lipsky, Premier Directeur général adjoint, s'expriment lors d'une conférence de presse à Istanbul (photo: IMF)

la représentation des pays au FMI d'ici 2011 qui a été proposée par le G-20 rehausserait la légitimité et, partant, l'efficacité de l'institution. En renforçant la crédibilité financière et la légitimité du FMI, «cette Assemblée pourrait être le point de départ d'un nouveau FMI».

Pour M. Strauss-Kahn, plusieurs problèmes se posent dans l'immédiat :

- **Un abandon prématuré du soutien budgétaire et monétaire pourrait étouffer la reprise.** La demande privée n'est pas encore autonome.

- **Le rétablissement du secteur financier** — où les progrès sont partiels — doit rester prioritaire. Sinon, la reprise «pourrait avorter».

- **Quel sera le prochain moteur de la croissance mondiale?** L'épargne américaine étant en hausse, les pays qui dégagent un excédent des transactions courantes doivent se tourner vers la demande intérieure au lieu des exportations.

- **Les pays à faible revenu ont besoin d'une aide accrue des donateurs.** Les répercussions de la crise sont les plus graves pour les pays plus pauvres — les «victimes innocentes de la crise».

Pour ce qui est de redéfinir le monde de l'après-crise, M. Strauss-Kahn a énoncé trois principes qui conduiraient à une croissance mondiale plus durable et plus généralisée :

- **Poursuivre la collaboration internationale.** Les dirigeants doivent tenir compte de l'intérêt collectif général pour s'attaquer au rééquilibrage de la croissance mondiale et pour assurer la paix et la prospérité à plus long terme. La réforme de la gouvernance du FMI facilitera cette coopération au niveau multilatéral. Il est essentiel de procéder à un transfert des quotes-parts du FMI — des pays surreprésentés aux pays émergents et en développement dynamiques sous-représentés.

- **Améliorer la stabilité financière** — en renforçant la supervision et la réglementation. Les dirigeants doivent corriger les erreurs ayant conduit à la crise initialement. «Il faut élargir le périmètre de réglementation et réduire la prise de risque et l'endettement excessifs, notamment en rehaussant le montant et la qualité des volants de capitaux et de liquidités.»

- **Renforcer le système monétaire international.** Les dimensions de ce principe sont multiples, mais l'absence d'une assurance adéquate a conduit de nombreux pays émergents à se créer leur propre assurance en constituant des volants excessivement élevés de devises. Cela contribue à l'instabilité en alimentant des déséquilibres mondiaux, et entrave le passage d'une croissance tirée par les exportations à une croissance portée par la demande intérieure. Le FMI est en mesure de fournir cette assurance de manière effective et fiable — en tant que prêteur de dernier ressort — mais ses ressources sont aujourd'hui limitées par rapport à la demande de réserves à titre de précaution

Prêteur de dernier ressort

Lors d'un discours prononcé ultérieurement au Çırağan Palace à Istanbul, intitulé «[Tirons le meilleur parti d'une occasion historique](#)», M. Strauss-Kahn a fourni des précisions sur sa proposition de système monétaire renforcé avec un prêteur global de dernier ressort.

L'absence d'une assurance adéquate pour l'économie mondiale a conduit de nombreux pays émergents à se créer leur propre assurance en constituant des volants excessivement élevés de devises et a créé une dynamique qui «a alimenté des déséquilibres mondiaux toujours croissants, avec des conséquences préjudiciables pour la viabilité de la croissance économique et la stabilité du système monétaire international». Le FMI est en mesure de fournir cette assurance de manière effective et fiable — en tant que prêteur de dernier ressort — mais ses ressources sont aujourd'hui limitées par rapport à la demande de réserves à titre de précaution, a déclaré M. Strauss-Kahn.

«Au moment de relever le défi qui consiste à redessiner le cadre économique et financier mondial, il est essentiel de ne pas perdre de vue notre principal objectif, à savoir parvenir à une croissance équilibrée et, partant, durable. Nous devons trouver les moyens d'en finir une fois pour toutes avec les alternances d'expansions et de récessions aux effets dévastateurs qui ont caractérisé ces dernières décennies.»

Contribution du secteur financier

En réponse à une question pendant la conférence de presse, M. Strauss-Kahn a déclaré que le FMI examinerait les propositions selon lesquelles le secteur financier devrait contribuer à une sorte de système d'assurance qui couvrirait les risques que le secteur financier lui-même crée. «Étant donné que le secteur financier crée beaucoup de risques systémiques pour l'économie mondiale et que ce n'est que justice que ce secteur consacre une partie de ses ressources à l'atténuation des risques qu'il crée lui-même, nous allons examiner la possibilité d'une contribution du secteur financier à une sorte de fonds d'assurance ou de financement pour les pays à faible revenu», a affirmé M. Strauss-Kahn.

Le Directeur général a déclaré avoir demandé à John Lipsky, Premier Directeur général adjoint, d'établir un rapport en réaction au G-20 sur cette question. «Il est communément admis que l'assurance des dépôts devrait être financée par une taxe sur le système bancaire», a noté M. Lipsky. «On peut considérer cela comme une assurance obligatoire. Après la crise, il conviendra de se pencher sur les mêmes questions de manière plus générale pour l'ensemble du système financier.» Dans son rapport, le FMI examinera comment les coûts d'atténuation pourraient être pris en charge et s'il est opportun de penser à faire payer plus particulièrement le secteur financier.

Au début de la conférence de presse, M. Strauss-Kahn a exprimé sa profonde sympathie pour les victimes des catastrophes naturelles en Asie et dans le Pacifique, notamment le séisme en Indonésie et les typhons au Laos, au Cambodge, au Vietnam, aux Philippines, ainsi que dans les îles Samoa et de Tonga.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org.